

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Molenbeek : ce qu'il fallait démontrer...

C'est le spectacle parfait... Une place grise au pied d'une église, un coin de ville oublié, au coeur d'un quartier populaire d'une commune bruxelloise, voilà pour le décor. Pour les acteurs, il y a quelques groupes de jeunes désœuvrés, non qu'ils ne sachent rien faire, mais parce que notre société robotisée n'a plus besoin d'eux, et ne se prive pas de leur faire savoir. Côté acteurs, il y a aussi les forces de l'ordre, c'est ainsi qu'on les appelle. Veuillez noter que nous sommes à quelques semaines des élections législatives. On tourne à cheval depuis le début de l'après-midi, contrôlant l'identité des suspects de naissance qui squattent l'espace public. Si vous ne l'avez jamais vécu, essayez d'imaginer ce qu'est un contrôle par un gendarme juché, là-haut, sur sa monture. L'humiliation parfaite. On tourne depuis des heures. A force de méfiance mutuelle, de confrontation muette, ça doit finir par arriver. Alors ça arrive, heureusement juste à temps pour passer au JT. Un jeune s'énerve, un autre jeune - gendarme - tire. Et la suite se passe comme on peut s'y attendre. Comme par miracle, des centaines de gendarmes jaillissent de partout : comme à l'exercice. Des jeunes du quartier aussi, deux ou trois cents d'après les commerçants de la place. Et, glorieusement exposé sur les barricades, le bourgmestre appelle au calme. Tout va bien, le lendemain les médias lui offriront la tribune rêvée pour défendre "sa" politique, qui, tout le monde s'en rend compte maintenant, doit continuer. Rideau. Ça ne vous rappelle rien ? Une

autre représentation, il y a tout juste 4 ans. Forest, mai 1991, à quelques mois des élections législatives. Mais attention : ce n'est pas là un spectacle gratuit. Il a une fonction sociale : entretenir la peur ordinaire des bons citoyens. Il permet surtout à nos responsables d'une social-démocratie sans projet d'impulser une "politique de l'immigration" à grand fracas. Conférences de presse, budgets extraordinaires, effets d'annonce : la mise en scène continue pour l'installation d'un cocktail de mesures sécuritaires, de pseudo-action sociale et de clientélisation des associations locales. Cette politique "sécurité-intégration" s'est vue fort critiquée, ces derniers temps. En grande partie à juste titre : même si la politique régionale bruxelloise a quelques réussites à son actif, chacun voit aujourd'hui la supercherie qu'il y a à plaquer un masque culturel sur des tensions socio-économiques, à demander de s'intégrer à des jeunes qui le sont déjà, autant qu'il est possible quand on vous refuse les deux éléments clés de l'intégration réelle : le travail et le droit de vote. Ces critiques ne pouvaient plus durer. Heureusement, l'incident malencontreux de Molenbeek a permis de rappeler au bon peuple ce qu'il doit savoir et penser : que les jeunes immigrés sont "à problèmes", voire dangereux; que ce qui mine notre société, c'est la présence des étrangers, et pas le chômage ou l'injustice, comme on pouvait le penser, et que la seule politique possible est celle menée depuis 4 ans, que c'est un effort "de longue haleine" et qu'il doit être poursuivi... c.q.f.d. Trêve d'ironie : nous ne contestons pas que des efforts, y compris budgétaires, ont été réalisés par les pouvoirs publics bruxellois. Mais ils ne sont pas à la mesure de l'exclusion à grande échelle produite par les politiques économiques auxquelles souscrivent ces mêmes pouvoirs publics. Et que draper cette exclusion économique d'un pudique voile "culturel" mènera tôt ou tard à une ethnicisation crois-

sante des réels conflits qui traversent notre société. Bien sûr, une politique néo-libérale ne fera qu'aggraver les choses et qu'augmenter la violence. Mais cela ne nous empêchera pas de dire à voix haute notre insatisfaction des demi-mesures ambiguës des actuels gouvernements. Si tout va bien, la prochaine représentation est prévue pour le mois de mai 1999, à Anderlecht probablement. Soyez-y !

Pour la JOC-Bruxelles,
Felipe Van Keirsbilck

La pauvreté ? Un cercle vicieux

J'ai 30 ans et je réside en Belgique depuis 1984 avec une carte de séjour. Chaque mois, je dois la renouveler, moyennant un timbre de 250 fr. En avril 1988, j'obtiens une carte annuelle. Tant que ma carte est mensuelle, je ne peux pas obtenir de permis de travail. Je dois moi-même chercher un emploi et mon employeur doit faire les démarches pour que j'obtienne un permis de travail. Malheureusement, je n'en trouve pas. Je ne peux donc pas travailler pour vivre. En 1990, après avoir résidé 5 ans en Belgique, je demande une carte de séjour de 5 ans mais elle m'est refusée. En effet, les autorités comptabilisent mon séjour à partir de 1988 (depuis que j'ai ma carte annuelle) et non pas depuis 1984. "Si vous voulez bénéficier d'une carte de 5 ans", me disent-ils, "vous devez attendre jusqu'en 1993". En d'autres termes, de 1984 à 1988, je ne vivais pas officiellement ici, alors que j'avais fait toutes les démarches ! Finalement, en avril 1993, j'ai ma carte en poche. Je peux m'inscrire à l'Orbem et commencer à chercher du travail. Contrairement à ce que je pensais, je ne suis pas sortie de l'auberge. Je consulte les offres d'emploi de l'Orbem et plusieurs m'intéressent. Mais voilà, je ne remplis pas les conditions du plan d'embauche, mis en route par le

gouvernement. En effet, pour pouvoir en faire partie, il faut être au chômage depuis au moins deux ans. Pourquoi pas une formation, alors ? Mais là aussi, je me heurte à un mur. Pour pouvoir suivre ce type de formation (donnée par l'Orbem gratuitement), je dois bénéficier des allocations de chômage. Or je ne suis ni chômeuse, ni minimexée. Je ne suis pas encore chômeuse parce que pour avoir droit aux allocations, je dois avoir travaillé depuis au moins deux ans. Je n'ai donc droit ni aux allocations de chômage, ni au minimex (parce que je vis avec quelqu'un), ni même accès à une formation. C'est un cercle vicieux. Pour trouver du travail, je dois être chômeuse et pour chômer, je dois travailler...

Thuraya
Bruxelles

Défendons Cuba

Par delà le blocus total de Cuba, la loi Helms tente d'imposer le droit de propriété des États-Unis sur l'île et la primauté de leur loi. L'économie cubaine redémarre, la vie de tous les jours s'améliore, il n'en fallait pas plus pour pousser à bout les annexionnistes yankees qui n'ont jamais accepté, depuis 150 ans, que ce petit pays sans ressources puisse leur résister; il n'en fallait pas plus aux capitalistes et au gouvernement des États-Unis pour désirer en finir définitivement avec ce régime socialiste installé depuis 36 ans à 150 km de leurs côtes. La loi Helms qu'ils s'approprient à voter en juin 1995 permettrait, dans un premier temps, de geler tous les avoirs aux États-Unis de tous les investisseurs à Cuba. Elle les menace ensuite de la confiscation de tous leurs biens à Cuba; après un éventuel changement de régime, au nom des anciens propriétaires yankees qui en avaient pourtant dépossédé eux-mêmes les Cubains. Les échecs successifs n'ont pas découragé les USA dans la guerre totale qu'ils mènent contre le

peuple cubain, son gouvernement et son régime socialiste. Mais ils n'ont toujours pas réussi à les mettre à genoux. C'est ce que propose la loi Helms, du nom de ce Sénateur qui se dit persuadé que, mort ou vivant, Fidel Castro quittera un jour Cuba. Ses objectifs ne sont plus seulement d'affamer les Cubains, il s'agit de : 1. parvenir à un blocus total de l'île; 2. effrayer les investisseurs éventuels pour qu'ils renoncent à leurs projets et que ceux qui sont déjà installés se retirent; 3. établir légalement et faire admettre au niveau international que Cuba appartient aux USA; 4. créer un précédent pour asseoir la prééminence de la loi américaine sur celle des autres pays et sur le droit international et 5. commencer à donner une base juridique légale à leur suprématie mondiale. Il est urgent de réagir à cette agression permanente contre la souveraineté cubaine; il est urgent que se fasse cette solidarité avec le peuple admirable de Cuba.

Guy Batoux
Président de Baraguà solidarité
avec Cuba socialiste

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans notre liste de candidats pour les prochaines élections. En effet, sur la page 7 (Solidaire n°17), on présente Mr. Michel Van Loo comme directeur du Centre Dramatique du Hainaut, alors qu'il s'agit en fait du Centre Dramatique de Wallonie pour l'Enfance et la Jeunesse. Toutes nos excuses pour cette méprise.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les États Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Mutsaertstraat 21, 2000 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 37, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Naamsstraat 178 boîte 4, 3000 Leuven (016)23 94 30 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31
Rédacteur en chef: Kris Merckx
Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21
Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14
* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.